

Trois générations s'expriment sur l'avenir de la politique suisse : "Revitaliser la Suisse"

Autor(en): **Lenzin, René / Tschanz, Pierre-André / Chevallaz, Georges-André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **22 (1995)**

Heft 5

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912174>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Pierre-André Tschanz et René Lenzin se sont entretenus avec Iwan Rickenbacher, Cornelia Diethelm et Georges-André Chevallaz (de droite à gauche). (Fotos: Michael Stahl)

Trois générations s'expriment sur l'avenir de la politique suisse

«Revitaliser la Suisse»

Comment le gouvernement, qui doit être élu en octobre prochain, va-t-il maîtriser les défis du futur? Après 150 ans, notre système politique a-t-il besoin de réformes? Qu'en est-il de la cohésion nationale? Un entretien avec Georges-André Chevallaz, Iwan Rickenbacher et Cornelia Diethelm.

Revue suisse: Le Parlement qui sera élu cet automne va nous conduire au seuil du prochain millénaire. En politique intérieure et extérieure, la tâche sera grande. Sera-t-il capable de maîtriser les grands défis qui l'attendent?

Georges-André Chevallaz: Je vous répondrai que je ne suis pas Madame Soleil et que je suis absolument incapable de savoir si le parlement qui sera élu au mois d'octobre sera apte à maîtriser la situation. Il faut dire que la maîtrise de cette situation est extrêmement difficile. Nous vivons dans une époque de révolution très profonde, nous ne savons pas où nous allons mais nous y allons très vite et nous ne sommes pas maître de la formidable machine technique, scientifique, industrielle qui est en développement continu et qui n'est pas maîtrisée par des volontés politiques.

Iwan Rickenbacher: L'humanité se trouve face à des défis qu'elle ne peut pas résoudre en se référant aux modèles du passé, aux comportements d'avant. Ainsi, même le parlement, la politique et les gouvernements doivent trouver de nouvelles orientations au niveau de leurs compétences et réfléchir à la manière dont ils pourraient être constitués.

Cornelia Diethelm: Je partage ces points de vue plutôt pessimistes. Toutefois, je me demande: est-ce qu'on a déjà fait mieux? Il faut toujours relativiser; nous vivons dans un monde compliqué,

mais nous avons un niveau de formation plus élevé et nous avons de meilleures relations internationales. Je crois qu'il n'existera jamais un parlement qui pourra résoudre tous les problèmes car, en politique, il y a toujours eu des problèmes. A l'avenir, je pense qu'il sera difficile d'avoir un gouvernement tel qu'il est composé aujourd'hui. Je crois que le consensus est un frein et que no-

tre système est vraiment un peu paresseux en raison de la concordance.

Rickenbacher: Je ne suis pas pessimiste mais je pars du principe que les vrais problèmes doivent trouver des solutions. Tous les vrais problèmes ne pourront pas être résolus par le parlement et par le gouvernement. Ils trouveront, le cas échéant, des solutions au sein d'autres centres de compétence.

Madame Diethelm, vous avez fait allusion à nos institutions politiques modernes qui auront 150 ans dans trois ans. Quelles modifications, quelles réformes faudrait-il apporter à nos institutions pour qu'au moins le pouvoir politique soit mieux en mesure aujourd'hui de faire face à ces défis redoutables dont il a été question ici?

Diethelm: J'étendrais les droits populaires et j'introduirais, par exemple l'initiative législative. Ensuite, je suis opposée au gouvernement de concordance. Je ne suis pas trop favorable à l'harmonie mais plutôt à une direction claire. J'aimerais pouvoir dire: maintenant je fais partie de la minorité ou je suis dans la majorité. D'autre part, je trouve que la politique ne devrait pas seulement se faire au gouvernement ou dans l'économie. Il faudrait vraiment s'efforcer de donner au simple citoyen une conscience politique. Aujourd'hui, ceux qui vont voter aux élections font partie d'une petite élite ou sont des idéalistes.

Chevallaz: Je suis de l'avis diamétralement opposé. Je ne crois pas qu'en descendant davantage vers la masse et en demandant à chaque citoyen et à chaque citoyenne d'être au courant des affaires, vous améliorez les choses, vous allez

Les participants à la table ronde

Georges-André Chevallaz (80 ans) a été syndic de Lausanne de 1958 à 1973, conseiller national de 1959 à 1973 et élu Conseiller Fédéral en 1973. Il a dirigé le département des finances jusqu'en 1979 et le département militaire jusqu'en 1983. Il est membre du parti radical.

Iwan Rickenbacher (52 ans) a été secrétaire général du parti démocrate chrétien de 1988 à 1992. Depuis 1992, il est directeur et partenaire de l'agence de PR Jäggi Communications à Berne. De plus, il est chargé de cours de communication en politique à l'Université de Berne.

Cornelia Diethelm (23 ans) est responsable de l'organisation de la session des jeunes auprès du Conseil Suisse des Activités de Jeunesse. En 1991, elle a pris part à la session des jeunes. Elle est membre du parti socialiste suisse.

créer la confusion. Parce que les compétences ne sont pas données par le Seigneur à tout le monde de même façon. Vous avez dit que la génération qui monte est mieux formée. Je ne le crois pas. Je crois qu'elle est plutôt moins bien formée. Je ne vois plus dans les universités des généralistes que nous connaissions de notre temps qui pouvaient enseigner l'histoire depuis la fondation du monde jusqu'à aujourd'hui. Ce qui manque, c'est une culture générale et ça c'est à mon avis très grave.

Mais concernant les réformes institutionnelles, vous êtes d'accord avec Madame Diethelm?

Chevallaz: Je suis partisan d'une séparation très claire des pouvoirs. Je vois un gouvernement qui soit doté d'une autorité réelle et qui exerce un prestige dirigeant sur le parlement, sur la population et sur la conduite de la politique. Je le préfère gouvernement de concordance que gouvernement d'un seul parti. Nous sommes en Suisse très différents entre nous et il faut savoir s'entendre. Et la concordance ne signifie pas qu'on n'agit pas. Il s'est fait beaucoup de grandes choses dans la concordance.

Rickenbacher: Je crois que par leurs critiques concernant les réformes parlementaires et gouvernementales, les Conseillers aux Etats Gilles Petitpierre et René Rhinow ont mis en évidence la nécessité d'une certaine réforme institutionnelle. De plus, il faudrait s'attaquer à la réforme de l'administration. On peut aussi se demander comment le Conseil Fédéral, en tant que collège, pourrait être déchargé de certaines affaires, par exemple par des secrétaires d'Etat. La question du partage des tâches entre la Confédération et les cantons est restée en suspens. A propos de la conscience politique: je pense que les gens ont une conscience politique relativement élevée lors des votations. Dans notre pays, ils ne prennent pas les élections très au sérieux car il savent qu'ils peuvent toujours intervenir dans les affaires au moyen des référendums. C'est dommage, car si les élections ne sont plus prises au sérieux, les femmes et les hommes valables ne seront plus élus.

Revenons sur un point soulevé par Mme Diethelm: d'une part étendre les droits populaires, d'autre part passer d'une démocratie de concordance à une démocratie de concurrence. Une démocratie de concurrence peut-elle fonctionner avec des droits populaires étendus?

Rickenbacher: Tous ceux qui parlent d'abandonner la politique de concordance sur le plan fédéral devraient se demander comment un gouvernement majoritaire sur le plan fédéral pourrait fonctionner face aux gouvernements des cantons ou des grandes villes qui seraient toujours dans un système de concordance. On se trouverait alors dans des situations très difficiles. Dans notre système d'insécurité institutionnelle – nous sommes le seul pays au monde qui peut changer sa constitution quatre fois par année – la continuité du gouvernement, grâce à la concordance, fait contrepoids au hasard qui peut surgir de référendum.

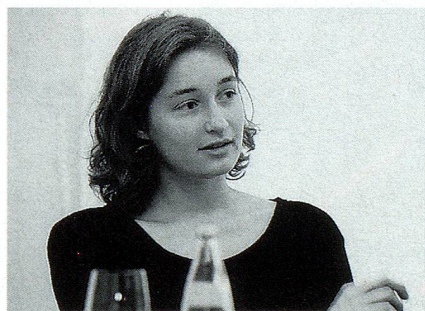
Diethelm: Je préconise la suppression de la concordance jusque dans les communes. Je trouve plutôt négatif qu'une minorité suisse des décisions et que plus aucune opposition ne soit perceptible.

Rickenbacher: Mais aujourd'hui un groupe bien organisé peut faire de l'opposition sur le plan communal même sans grands moyens financiers.

Diethelm: Oui mais, aussitôt qu'on a une conseillère communale on a une opposition muselée car on ne peut pas laisser tomber sa propre conseillère communale.

Rickenbacher: Mais alors des groupes d'intérêts se mobilisent dans les quartiers et c'est alors le peuple qui fait opposition.

Chevallaz: La crainte du référendum, à mon avis, est le commencement de la sagesse et je crois que cela maintient les gouvernements dans une certaine ligne. Ils ne peuvent pas être unilatéraux. Ils sont obligés de tenir compte de cette op-

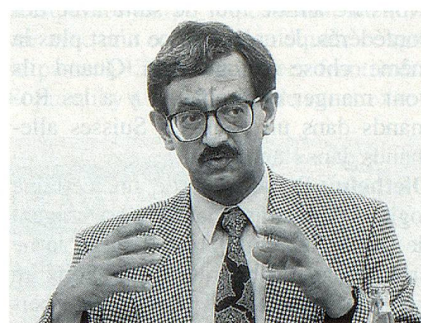


Cornelia Diethelm: «Je ne suis pas trop favorable à l'harmonie mais plutôt à une direction claire. J'aimerais pouvoir dire: maintenant je fais partie de la minorité ou je suis dans la majorité.»

position qui se marquera dans une votation populaire. Mais il faut que le gouvernement forme une équipe, justement, assez diverse pour arriver à la concor-

dance. Et qu'ils apprennent les uns des autres. Je vous assure qu'on apprend. Je suis heureux d'avoir gouverné avec des socialistes et des démocrates chrétiens et de n'avoir pas uniquement eu à faire à des radicaux. Et l'alternance que vous souhaitez au fond entre une majorité qui change comme c'est pratiqué en France ou en Angleterre, eh bien l'exemple de ces pays suffit pour m'en décourager.

Nous sommes actuellement dans une décennie de célébrations, de commémorations, d'anniversaires. C'est toujours l'occasion de se poser un certain nombre de questions sur ce pays, dans quel état il est et comment il en



Iwan Rickenbacher: «Si les élections ne sont plus prises au sérieux, les femmes et les hommes valables ne seront plus élus.»

est arrivé là. Et puis ce qu'il va devenir. Dans ce contexte, ne voyez-vous pas la cohésion nationale en danger?

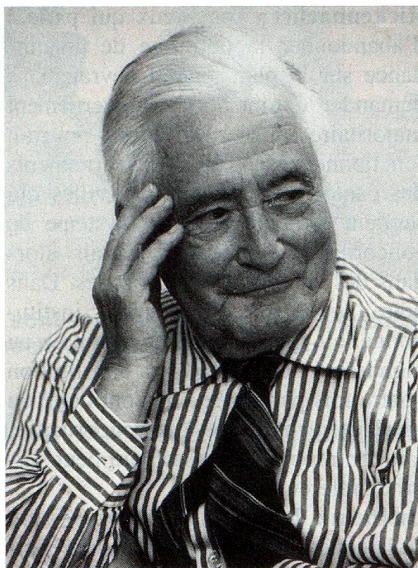
Chevallaz: Je n'exagère pas parce que le célèbre «rideau de rösti» ou tout ça, moi je n'y crois pas beaucoup. Nous avons trop de relations avec nos confédérés alémaniques, des relations de partis, de relations de confession. Le «Schwizerdütsch» est un peu une barrière, mais je pense que nous avons trop de parenté entre nous pour concevoir qu'il n'y ait pas cette cohésion. Le fossé a été créé d'une manière factice par certains organes de presse et par les médias, il faut le dire. Un esprit anti-alémanique qui s'est développé ces dernières années en Suisse Romande, est une affaire de journaux, de médias et de quelques politiciens cherchant la contestation.

Rickenbacher: Je crois qu'il existe bien des différences de mentalités, dans la manière d'aborder certaines questions fondamentales. Il serait important d'avoir des instruments qui mettraient en évidence ces divergences. Et là, je dois constater que l'ignorance de l'autre

grandit. Pour moi, c'est beaucoup plus dangereux que la «barrière de rösti»: on ne s'intéresse pratiquement plus les uns aux autres. Et cela va jusqu'au Parlement où il y a beaucoup trop de gens des deux grandes langues nationales qui ne sont même plus capables de comprendre leurs collègues s'exprimant dans leur langue maternelle. C'est ce manque de compréhension qui pose problème.

Chevallaz: Je suis tout à fait d'accord avec vous et je pense que ce contact surtout entre les personnalités responsables dans l'industrie, dans les églises, dans la politique doit être renforcé. J'ai vécu 25 ans au parlement fédéral et j'ai remarqué une différence. A l'arrivée nous étions accueillis par nos confédérés et avons lié amitié tout de suite avec des confédérés. Je crois que ce n'est plus la même chose aujourd'hui. Quand ils vont manger ensemble, il y a les Romands dans un coin, les Suisses allemands dans l'autre.

Diethelm: Il y a, en partie, une certaine logique dans tous cela car il est fatigant de parler dans une autre langue. Je ne crois pas non plus que nous ayons un vrai «Röstigraben». Lorsque deux personnes ont vraiment quelque chose à se



Georges-André Chevallaz: «Nous sommes en Suisse très différents entre nous et il faut savoir s'entendre.»

dire ou lorsque c'est important, ça fonctionne bien. Du reste, la pluralité des langues dans notre pays est un bon exemple pour se préparer à la société multiculturelle de l'avenir.

A la fin de cet entretien, avez-vous un souhait personnel à exprimer au parlement qui sera élu cet automne?

Chevallaz: Qu'il se limite à ses responsabilités mais qu'il les exerce et qu'il ne s'occupe pas des responsabilités du gouvernement, parce qu'il y a eu ces dernières années une intrusion méthodique et constante des parlements dans les affaires qui relèvent du gouvernement. On a limité les possibilités du gouvernement, on a diminué son crédit et son autorité.

Diethelm: Je souhaite un parlement qui soit très bien informé des objets qu'il a à débattre, qui nous rapproche de l'Europe et qui mette l'accent sur l'écologie et le social.

Rickenbacher: Je souhaite que le nouveau parlement considère les grands défis non seulement comme des dangers contre lesquels il faut lutter, mais aussi comme une chance. Une chance à saisir pour revitaliser un peu cette Suisse et ses institutions et pour se rappeler les valeurs qui ont fait vivre notre pays et pour les réactiver.

Débat mené par René Lenzin et Pierre-André Tschanz

PUBLICITÉ

LE DOMAINE DE ROCHEGRISE

SOCORA
PROMOTION - CONSTRUCTION - VENTE
RÉSIDENCE OPALE
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
TÉL. (41-25) 35 14 33
FAX (41-25) 35 27 10

Demandez notre documentation:

Nom _____

Adresse _____

Pays _____ Tél. _____

*V*otre résidence
secondaire dans
un cadre unique

Graphisme : Clip Art CH-Cugy 021-731 40 27